

EMPLOI QUÉBEC

**PLAN D'ACTION RÉGIONAL**  
**2010•2011**

Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine

## PLAN D'ACTION RÉGIONAL 2010-2011

**EMPLOI-QUÉBEC**

**GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE**

Adopté par le Conseil régional des partenaires du marché du travail  
Le 23 mars 2010

**Publication réalisée par**

la Direction de la planification et des services aux entreprises (DPSE)  
Emploi-Québec Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine

**Direction**

Nicole Dumaresq, *directrice par intérim de la DPSE*

Marc Groleau, *directeur régional*

**Recherche et rédaction**

Marie-Pierre Raymond, *agente de recherche et de planification socio-économique*

**Révision linguistique**

Denise Gendreau, *agente de bureau*

Rita English, *agente de bureau*

**Abonnement et changement d'adresse:**

Emploi-Québec Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine

Téléphone : (418) 360-8661 ou 1-800-463-4226

Télécopieur : (418) 360-8482

Courriel: [rita.english@mess.gouv.qc.ca](mailto:rita.english@mess.gouv.qc.ca)

**Publication disponible sur le site Internet:**

<http://emploiquebec.net/regions/gaspesie-madeleine/publications.asp>

**Dépôt légal 2010**

Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2010

Bibliothèque et Archives Canada, 2010

ISBN: 978-2-550-58392-9 (version imprimée)

978-2-550-58391-2 (version électronique)

## TABLE DES MATIÈRES

Mot du directeur régional et du président du Conseil régional des partenaires du marché du travail

Avant-propos .....	6
I. La présentation d'Emploi-Québec .....	7
II. L'évolution du marché du travail de la Gaspésie et des îles-de-la-Madeleine .....	11
III. Les principales problématiques régionales .....	15
IV. Les orientations stratégiques d'Emploi-Québec .....	16
V. La lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale .....	31
VI. Le repérage des clientèles par Service Canada .....	32
VII. Les cibles de résultats .....	33
VIII. La répartition des ressources financières et des cibles de résultats .....	34
IX. Conclusion .....	35

### Annexes

A. Lexique .....	37
B. L'organigramme d'Emploi-Québec Gaspésie-îles-de-la-Madeleine .....	38
C. Liste des membres du Conseil régional des partenaires du marché du travail Gaspésie-îles-de-la-Madeleine .....	39
D. Liste des professions affichant des perspectives professionnelles très favorables ou favorables dans la région (Horizon 2013) .....	40
E. Liste des professions et métiers en demande dans la région à l'été 2010 .....	41

## MOT DU DIRECTEUR RÉGIONAL ET DU PRÉSIDENT DU CONSEIL RÉGIONAL DES PARTENAIRES DU MARCHÉ DU TRAVAIL

C'est avec beaucoup d'enthousiasme que nous vous présentons le Plan d'action régional 2010-2011 d'Emploi-Québec Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine. En tant que membres du Conseil régional des partenaires du marché du travail, nous avons à cœur de présenter une planification annuelle réaliste tout en fixant des objectifs ambitieux. Les stratégies présentées dans ce document s'articulent autour des objectifs d'améliorer le taux d'emploi de la population de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine de même que la productivité des entreprises et de contribuer ainsi à la prospérité de la région. Nous souhaitons également favoriser l'autonomie économique et sociale des personnes et des familles démunies en les encourageant à exercer des activités permettant leur insertion sociale, leur intégration en emploi et leur participation active à la société.

Le marché du travail régional est en pleine mutation et mise sur ses particularités pour se démarquer. Les différents acteurs régionaux travaillent de concert pour améliorer et consolider cette économie qui a la possibilité de créer une place de choix pour les Gaspésiens et les Madelinots. Le principal défi qu'Emploi-Québec doit relever est d'offrir à la région des services publics d'emploi adaptés et performants qui tiennent compte des nouvelles réalités du marché du travail et, plus particulièrement, le vieillissement de la main-d'œuvre, la faible productivité des entreprises et la diversification du tissu économique régional.

Le réseau des centres locaux d'emploi de la région Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine est solidement implanté dans la région et intervient dans presque toutes les sphères du développement régional et de l'emploi. De plus en plus, nous estimons que nous sommes en mesure de proposer des actions concrètes qui feront la différence au cours des prochaines années pour fonder une base solide au marché de l'emploi. Nous souhaitons que le marché du travail de la région Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine bénéficie des actions que nous avons planifiées pour se consolider et se diversifier.



**Jacques Veillette**  
Président  
Conseil régional des partenaires du marché du travail  
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine



**Marc Groleau**  
Directeur régional  
Emploi-Québec  
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine

## AVANT-PROPOS

Le présent Plan d'action régional (PAR) s'inscrit dans la planification ministérielle et est élaboré dans le respect des paramètres de transfert de responsabilités de gestion des interventions sur le marché du travail convenus avec le gouvernement fédéral. Le PAR présente les stratégies qui seront mises en oeuvre en 2010-2011 par Emploi-Québec dans la région Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine pour concrétiser sa mission ainsi que contribuer à la réalisation des diverses stratégies gouvernementales, dont la Stratégie pour le développement de toutes les régions avec, notamment, des mesures pour aider les secteurs d'activité économique en difficulté. Conformément aux dispositions légales, le Plan d'action régional a été approuvé par le Conseil régional des partenaires du marché du travail, par la Commission des partenaires du marché du travail et, finalement, par le ministre responsable de l'Emploi.

Le document a été élaboré en cohérence avec les orientations stratégiques ministérielles et tient compte du Pacte pour l'emploi et du Pacte pour l'emploi *Plus*. Il a aussi été élaboré en prenant en compte les initiatives gouvernementales, de même que les priorités du ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale, de la Commission des partenaires du marché du travail et du Conseil régional des partenaires du marché du travail de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine.

À partir du Plan d'action régional et de l'analyse des problématiques locales, chaque centre local d'emploi de la région élaborera une Programmation des activités du CLE (PAC) qui identifiera les actions prévues et les budgets qui seront consacrés pour atteindre les cibles locales et régionales.

Après une brève présentation d'Emploi-Québec, les prochaines sections feront part d'une analyse du marché du travail et des problématiques régionales qui en découlent et présenteront les orientations stratégiques et les stratégies retenues pour l'année 2010-2011.

## I. LA PRÉSENTATION D'EMPLOI-QUÉBEC

Emploi-Québec est une agence au sein du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale. Par la convergence des services en 2006, Emploi-Québec assure la gestion unifiée des services publics d'emploi aux individus et aux entreprises et des services de solidarité sociale. La gestion unifiée permet d'assurer une offre de service renouvelée et orientée vers l'emploi, une meilleure articulation des interventions en matière d'emploi et de solidarité sociale, de même qu'une réponse plus satisfaisante et mieux adaptée aux besoins de la clientèle.

L'organisation  
Afin d'être présente sur l'ensemble du territoire et de répondre adéquatement aux besoins des clientèles, Emploi-Québec est représentée dans la région Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine par huit unités administratives :

- La Direction régionale à Gaspé
- Le Centre local d'emploi La Côte-de-Gaspé à Gaspé
- Le Centre local d'emploi Le Rocher-Percé à Chandler
- Le Centre local d'emploi Bonaventure à Bonaventure
- Le Centre local d'emploi Avignon à Carleton et un point de service à Pointe-à-la-Croix
- Le Centre local d'emploi La Haute-Gaspésie à Ste-Anne-des-Monts
- Le Centre local d'emploi Les Îles-de-la-Madeleine à Cap-aux-Meules
- La Direction des services regroupés

Les coordonnées des centres locaux d'emploi et de la Direction régionale d'Emploi-Québec sont disponibles à l'adresse suivante : <http://emploiquebec.net/regions/gaspesie-madeleine/index.asp>

Afin de tirer le meilleur parti de ses services et de sa gestion par résultats, Emploi-Québec gère ses interventions de façon décentralisée et en concertation avec les différents partenaires du marché du travail.

### Le Conseil régional des partenaires du marché du travail (CRPMT)

Composé de représentants des entreprises, de représentants de la main-d'œuvre, d'organismes communautaires et de représentants du réseau de l'éducation, le Conseil régional des partenaires du marché du travail est un lieu de concertation privilégié. Il effectue une analyse des problématiques du marché du travail régional et oriente les stratégies à mettre en œuvre par Emploi-Québec pour les contrer. Il est aussi responsable de l'adaptation des mesures et services d'Emploi-Québec pour répondre plus spécifiquement aux besoins de la clientèle. (Les membres du CRPMT de la région Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine sont énumérés à l'annexe C)

De plus, Emploi-Québec s'appuie sur l'expertise d'un réseau d'organismes oeuvrant au développement de l'employabilité afin de bien remplir sa mission.

## La mission

Emploi-Québec a pour mission de contribuer à développer l'emploi et la main-d'œuvre ainsi qu'à lutter contre le chômage, l'exclusion et la pauvreté dans une perspective de développement économique et social.

Emploi-Québec considère que le travail est le meilleur moyen de réduire la pauvreté et d'assurer l'autonomie financière et l'insertion sociale des individus aptes au travail. Par ses interventions, elle vise à :

- ◆ Favoriser la participation au marché du travail et l'emploi du plus grand nombre de Québécoises et de Québécois aptes au travail et à mobiliser les bassins de main-d'oeuvre sous-représentés sur le marché du travail;
- ◆ Développer les compétences et à accroître la productivité de la main-d'œuvre;
- ◆ Améliorer les pratiques de gestion des ressources humaines et de formation des entreprises.

Elle joue donc un rôle stratégique pour permettre au Québec de relever avec succès le défi que posent, entre autres, la faible croissance et le vieillissement de la population. Les bénéfices attendus concernent autant le niveau de vie de la population que l'équilibre du marché du travail ainsi que le maintien, dans le contexte actuel des finances publiques, de la capacité du gouvernement à financer ses programmes sociaux et à aider les plus démunis.

Les interventions d'Emploi-Québec Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine sont orientées pour répondre à la mission d'Emploi-Québec et pour contribuer aux objectifs gouvernementaux de hausser le niveau de vie et de réduire la pauvreté, notamment par l'emploi des prestataires aptes au travail, par l'aide financière de dernier recours aux personnes et aux familles démunies, et en relevant les défis que posent les problématiques régionales. L'Agence compte aussi relever les défis que posent dans la région le niveau de vie, l'équilibre du marché du travail, le vieillissement de la population et la nécessité d'améliorer la productivité et la compétitivité des entreprises et leur capacité d'adaptation aux changements, notamment démographiques, technologiques et conjoncturels.

Emploi-Québec Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine est appelée à jouer un rôle stratégique pour la mise en œuvre des initiatives du gouvernement, notamment la *Stratégie gouvernementale de développement économique*, les diverses mesures mises en place pour aider les secteurs d'activité économique en difficulté ainsi que le *Plan d'action gouvernemental en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale*. Elle doit aussi de concert avec la Commission des partenaires du marché du travail promouvoir et mettre en oeuvre la *Loi favorisant le développement et la reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre*.

Emploi-Québec intervient auprès des personnes en emploi et sans emploi ainsi qu'auprès des entreprises. Elle offre des services notamment aux :

- personnes à la recherche d'un emploi, particulièrement celles à risque de chômage prolongé;
- personnes en emploi dont le travail est menacé ou désirant améliorer ses compétences;
- entreprises où des emplois risquent d'être perdus, de ne pas être créés ou qui éprouvent des difficultés à pourvoir des postes vacants;
- entreprises désireuses d'améliorer la gestion de leurs ressources humaines ou de développer les compétences de leur personnel.

L'Agence supporte aussi les personnes financièrement démunies par l'entremise des services de solidarité sociale.

La prestation de services se fait selon un mode de gestion par cas en vue de combler les besoins des personnes sur le plan de l'emploi et pour répondre aux exigences du marché du travail. L'établissement d'un parcours individualisé, dans le cadre d'une approche d'intervention personnalisée, permet aux participants d'entreprendre une démarche structurée leur donnant accès à de l'aide adaptée. Les entreprises sont desservies en vertu d'un principe semblable puisque les interventions d'Emploi-Québec sont planifiées suite à l'établissement d'un prédiagnostic pour identifier les besoins de l'entreprise.

Les mesures et services d'Emploi-Québec sont regroupés autour de cinq (5) axes répondant à des besoins différents, soit :

1. **La préparation à l'emploi** (répondant aux besoins des individus en matière d'orientation, d'aide-conseil, de développement de l'employabilité, d'évaluation et de reconnaissance des compétences, d'information scolaire et professionnelle ainsi qu'en matière d'aide à la formation générale, professionnelle et technique);
2. **L'insertion en emploi** (aidant les personnes à intégrer le marché du travail au moyen, entre autres, de subventions salariales à l'embauche, d'aide à l'emploi et d'aide à l'acquisition d'une expérience transférable);
3. **Le maintien en emploi** (répondant aux besoins des entreprises, notamment en matière de gestion des ressources humaines et d'organisation du travail);
4. **La stabilisation de l'emploi** (prévoyant des aides financières et techniques pour prolonger, de façon récurrente, la durée de l'emploi dans les secteurs soumis aux fluctuations saisonnières);
5. **La création d'emplois** (soutenant la formation et le revenu transitoire des travailleuses et des travailleurs autonomes).

#### Les services universels de base

Emploi-Québec offre des services universels de base à l'ensemble de la clientèle, en partenariat avec des intervenants du marché du travail. Visant à favoriser un appariement plus efficace de l'offre et de la demande de main-d'œuvre, ces services comprennent :

- ◆ **L'entrevue initiale** comprenant l'accueil et l'évaluation de tout individu se présentant dans un centre local d'emploi pour identifier ses besoins en regard du marché du travail;
- ◆ **L'information sur le marché du travail** permettant de mieux connaître le marché du travail en rendant disponibles les informations pertinentes et utiles à la main-d'œuvre, aux employeurs, aux institutions d'enseignement et aux organismes œuvrant au développement de la main-d'œuvre ainsi qu'au développement économique (outils de recherche en ligne sur les professions et la formation);
- ◆ **Les services de placement** contribuant à améliorer le fonctionnement du marché du travail en facilitant l'accès à des occasions d'emploi et en réduisant la durée des périodes de chômage et les délais pour combler les postes vacants (banques d'emplois et outils de préparation à la recherche d'emploi).

## **Les services spécialisés**

En plus des services universels offerts à l'ensemble de la population et des entreprises, Emploi-Québec offre des services d'emploi spécialisés (mesures actives d'emploi) aux personnes qui peuvent entreprendre une démarche qui, à terme, les conduira à intégrer le marché du travail ou à se maintenir en emploi :

- ◆ Analyse des besoins et plan d'action personnalisé
- ◆ Qualification professionnelle réglementée
- ◆ Expériences en milieu de travail
- ◆ Orientation professionnelle
- ◆ Activités de formation
- ◆ Soutien aux jeunes pour la réalisation d'un projet (Jeunes volontaires)
- ◆ Complément d'aide pour les personnes handicapées
- ◆ Subventions salariales pour favoriser l'embauche
- ◆ Aide active à la recherche d'emploi
- ◆ Supplément de retour au travail
- ◆ Soutien au travail autonome
- ◆ Stages à l'étranger
- ◆ Programme d'apprentissage en milieu de travail

## **Les services aux entreprises**

Emploi-Québec offre aussi d'autres types d'aide adaptée aux besoins des entreprises pour améliorer la gestion des ressources humaines et la productivité. Ainsi, les services aux entreprises portent notamment sur :

- ◆ L'aménagement et la réduction du temps de travail;
- ◆ La mise en place de comités de concertation;
- ◆ Le soutien à des projets visant le maintien ou le perfectionnement de la main-d'œuvre en emploi;
- ◆ L'aide financière et le soutien technique en faveur d'initiatives de mobilisation et de concertation, dont des projets économiques d'envergure créateurs d'emploi;
- ◆ La Loi favorisant le développement de la formation de la main-d'œuvre, dite **Loi du 1 %** (gestion du Fonds national de formation de la main-d'œuvre ou FNFMO, soutien aux comités sectoriels qui cernent les besoins de leur secteur);
- ◆ L'aide à l'intégration au travail des personnes handicapées.

L'Agence offre aussi, par l'entremise de ses services de solidarité sociale, une aide financière de dernier recours aux personnes financièrement démunies ainsi qu'un soutien à l'insertion sociale et socioprofessionnelle des personnes qui ne sont pas prêtes à entreprendre immédiatement une démarche d'emploi.

## II. L'ÉVOLUTION DU MARCHÉ DU TRAVAIL DE LA GASPÉSIE ET DES ÎLES-DE-LA-MADELEINE

L'analyse des indicateurs du marché du travail et des données socio-économiques permet d'identifier le portrait du marché du travail et de cibler des problématiques régionales sur lesquelles Emploi-Québec, en collaboration avec divers partenaires, agira pour l'année 2010-2011. Voici donc un survol des plus récentes informations du marché du travail de la région Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine.

### Les principales activités économiques

L'économie de la région repose, en grande partie, sur l'exploitation et la première transformation des ressources naturelles ainsi que sur l'industrie touristique. Les activités économiques principales varient au rythme des saisons et sont, dans plusieurs cas, tributaires des fluctuations des marchés internationaux. Les industries suivantes génèrent le plus grand nombre d'emplois : Soins de santé et assistance sociale, Commerce de détail, Fabrication (notamment la transformation des aliments et boissons), Agriculture, foresterie, pêche et chasse ainsi que Services d'enseignement et Administrations publiques. Toutefois, depuis quelques années, la région se diversifie et offre des emplois dans une plus grande variété de professions, notamment dans les centres d'appels et dans l'industrie éolienne.

Voici la répartition, par secteur d'activité économique, des personnes ayant travaillé en 2005 dans la région Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine.

Tableau 1-Nombre de personnes ayant touché un revenu en 2005 selon les secteurs d'activité économique (SCIAN)

1	Soins de santé et assistance sociale	5 860
2	Commerce de détail	4 795
3	Fabrication	3 485
4	Agriculture, foresterie, pêche et chasse	3 110
5	Services d'enseignement	2 740
6	Administrations publiques	2 640
7	Hébergement et services de restauration	2 420
8	Autres services, sauf les administrations publiques	2 210
9	Construction	1 735
10	Transport et entreposage	1 510
11	Services professionnels, scientifiques et techniques	940
12	Finance et assurances	935
13	Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement	800
14	Commerce de gros	495
15	Arts, spectacles et loisirs	400
16	Services publics	335
17	Industrie de l'information et industrie culturelle	325
18	Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz	250
19	Services immobiliers et services de location et de location à bail	230
20	Gestion de sociétés et d'entreprises	15
	<b>Total</b>	<b>35 230</b>

Source : Statistique Canada, Recensement 2006

## La démographie

Selon les données des recensements de Statistique Canada, la région connaît une baisse de sa population depuis les années 1980. Entre 1971 et 1986, la population s'est maintenue autour de 115 000 personnes. Depuis 1986, une baisse de plus de 18 000 personnes a été enregistrée, soit de 16,1 % de la population totale pour ne compter que 94 336 personnes en 2006. Pendant ce temps, l'ensemble du Québec voyait croître sa population de 15,5 % passant de 6,53 M en 1986 à 7,55 M en 2006.

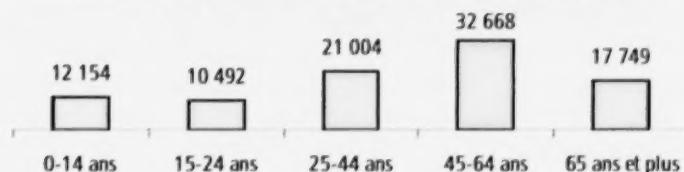
**Tableau 2 - Population de la région Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine et du Québec, 1986, 2001 et 2006**

	2006	2001	1986	Variation 2006/2001	Variation 2006/1986
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	94 336	96 924	112 455	-2,7 %	-16,1 %
Ensemble du Québec	7 546 131	7 237 479	6 532 461	+4,3 %	+15,5 %

Source : Statistique Canada, *Recensements 1986, 2001 et 2006*

Entre 2001 et 2006, la baisse de population a été moins forte, soit de 2,7 % et les perspectives démographiques sont positives pour la région. Ainsi, l'Institut de la statistique du Québec prévoit une baisse de population de la région de seulement 1,3 % entre 2006 et 2031. Bien qu'étant une donnée non officielle, la population de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine a été estimée à 94 067 personnes pour l'année 2009<sup>1</sup> avec la répartition suivante.

**Graphique 1 – Répartition de la population par groupe d'âge, 2009**



## Les indicateurs du marché du travail

Le marché du travail de la région Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine a connu une amélioration très intéressante de ces indicateurs depuis les dernières années. L'année 2009 fut cependant marquée d'un ralentissement économique dans l'ensemble de la province, qui s'est répercuté aussi en Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine mais de façon moins importante. Ainsi, on constate une diminution de la population active de 2 400 personnes en moyenne en 2009. Le nombre de personnes en emploi et le nombre de chômeurs ont chuté respectivement, en moyenne, de 1 300 personnes et de 1 100 personnes. Quant au nombre d'emplois, on constate une réduction du nombre d'emplois à temps plein et un gain du nombre d'emplois à temps partiel.

**Tableau 3 – Indicateurs du marché du travail, moyennes annuelles**

	2008	2009
Population de 15 ans et plus	80 800	80 800
Population active	44 000	41 600
<i>En emploi</i>	36 400	35 100
<i>Chômeurs</i>	7 600	6 500
Population inactive	36 800	39 100

	2008	2009
Emplois à temps plein	30 400	28 300
Emplois à temps partiel	6 000	6 800

<sup>1</sup> Source : Statistique Canada, Division de la démographie, Estimations de la population, compilation : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques sociodémographiques.

Ces diminutions se sont ainsi répercutées par une réduction des indicateurs du marché du travail, soit les taux d'activité, d'emploi et de chômage. À 15,6 %, le taux de chômage s'est situé en 2009 à son plus bas niveau observé depuis minimalement les quatre dernières années, pour lesquelles il variait entre 17 % et 18 %.<sup>2</sup>

	<b>2008</b>	<b>2009</b>
Taux d'activité	54,5 %	51,5 %
Taux d'emploi	45,0 %	43,4 %
Taux de chômage	17,3 %	15,6 %

Rappelons que le marché du travail de la région est constitué, en bonne partie, par des emplois saisonniers liés à l'exploitation des ressources naturelles ainsi qu'à l'industrie touristique. Une telle situation explique l'écart entre le taux d'emploi de la région (43,4 %) et celui du Québec, qui s'est situé à 59,7 % en moyenne pour 2009.

Malgré que l'on ait observé un certain ralentissement économique durant l'année 2009, il faut dire que depuis les derniers mois de 2009, le nombre d'emplois est supérieur à l'année 2008. Ainsi, si l'on compare ces deux années, on retrouvait 3 200 personnes en emploi de moins en juin 2009 et 4 000 personnes de moins en septembre 2009. L'écart s'est ensuite réduit pour les mois de novembre et de décembre, avec 2 000 personnes en emploi de plus pour le mois de décembre 2009.

**Tableau 4 - Variation des indicateurs du marché du travail entre 2008 et 2009**

	Juin			Septembre			Décembre		
	2008	2009	Variation 2009/2008	2008	2009	Variation 2009/2008	2008	2009	Variation 2009/2008
Population de 15 ans et plus	80,8	<b>80,8</b>	0	80,8	<b>80,8</b>	0	80,8	<b>80,9</b>	+0,1
Population active	46,7	<b>42,6</b>	-4,1	49,8	<b>44,8</b>	-5,0	42,1	<b>41,9</b>	-0,2
En emploi	38,6	<b>35,4</b>	-3,2	43,4	<b>39,4</b>	-4,0	33,9	<b>35,9</b>	+2,0
Chômeurs	8,1	<b>7,2</b>	-0,9	6,4	<b>5,5</b>	-0,9	8,2	<b>6</b>	-2,2
Population inactive	34,1	<b>38,2</b>	+4,1	31	<b>35,9</b>	+4,9	38,7	<b>38,9</b>	+0,2

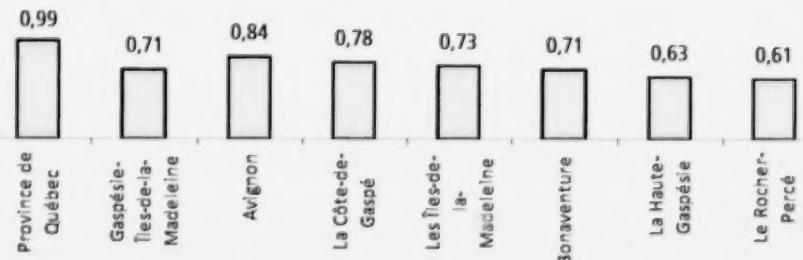
Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, 2008 et 2009

Pour l'année 2010, on constate déjà une hausse du nombre d'emplois pour le mois de janvier, soit 2 900 emplois de plus qu'en janvier 2009, montrant un certain regain de la vitalité du marché du travail régional.<sup>3</sup>

#### Le remplacement de la main-d'œuvre

Dans les prochaines années, l'impact du vieillissement de la population et des départs à la retraite présentera un grand défi en matière de remplacement de la main-d'œuvre dans l'ensemble du Québec. Pour la région Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, le ratio des 15-24 ans sur les 55-64 ans est de 0,71, soit 71 personnes âgées de 15 à 24 ans pour remplacer 100 personnes âgées entre 55 et 64 ans. Le détail des ratios par MRC est présenté dans le graphique suivant.

**Graphique 2 - Ratios de la population 15-24 ans / 55-64 ans, 2006**



Source : Statistique Canada, *Recensement 2006*

<sup>2</sup> Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, moyennes annuelles 2008 et 2009

<sup>3</sup> Revue de l'emploi de février 2010, Emploi-Québec Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine

## La scolarité

La population de la région Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine est généralement moins scolarisée que celle de l'ensemble du Québec. Chez la population générale, soit celle de 15 ans et plus, 40 % des hommes et 37 % des femmes n'ont aucun diplôme scolaire dans la région comparativement à l'ensemble du Québec, où ces taux se situent à 25 %. Il faut noter cependant que les taux de scolarité sont meilleurs pour la population de 25 à 64 ans, soit la population la plus active sur le marché du travail.

Tableau 5 - Plus haut niveau de scolarité atteint chez les 15 ans et plus selon le sexe, 2006

	Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine		Ensemble du Québec	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
Aucun certificat, diplôme ou grade	40 %	37 %	25 %	25 %
Diplôme d'études secondaires ou l'équivalent	18 %	22 %	21 %	24 %
Certificat ou diplôme d'apprenti ou d'une école de métiers	21 %	12 %	19 %	12 %
Certificat ou diplôme d'un collège, cégep ou autre établissement non universitaire	12 %	16 %	15 %	17 %
Certificat ou diplôme universitaire inférieur au baccalauréat	2 %	5 %	4 %	6 %
Certificat, diplôme ou grade universitaire	7 %	8 %	17 %	16 %
<b>Taux de scolarité (15 ans et plus)</b>	<b>60 %</b>	<b>63 %</b>	<b>75 %</b>	<b>75 %</b>
<b>Taux de scolarité (25-64 ans)</b>	<b>68 %</b>	<b>73 %</b>	<b>82 %</b>	<b>84 %</b>

Source : Statistique Canada, *Recensement 2006*, compilation Emploi-Québec, Direction régionale Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine

Il est intéressant de constater aussi que le taux de scolarité de la population de 15 ans et plus a augmenté de près de 10 points de pourcentage pour la région entre le Recensement de 2001 (52,1 %) et celui de 2006 (61,3 %), montrant une nette amélioration. Pendant cette même période, celui de l'ensemble de la province a augmenté de 6,7 points de pourcentage.<sup>4</sup>

## Les prestataires de l'aide financière de dernier recours

En 2009, la région comptait en moyenne 6 342 adultes prestataires de l'aide financière de dernier recours, dont 3 344 prestataires de l'aide sociale (sans contraintes particulières à l'emploi ou avec contraintes temporaires) et 2 997 prestataires de la solidarité sociale (contraintes sévères à l'emploi). Depuis plusieurs années, on constate une diminution importante et continue des prestataires de l'aide sociale qui sont sans contraintes à l'emploi dans la région. Ainsi, entre décembre 2000 et décembre 2009, pendant que l'ensemble du Québec constatait une baisse de 25,5 % du nombre de prestataires de l'aide sociale sans contraintes à l'emploi, la région en comptait une baisse de 54,8 %.

En décembre 2009, la région comptait 1 885 adultes prestataires de l'aide sociale sans contraintes à l'emploi, représentant environ 2,9 % de l'ensemble des personnes âgées entre 15 et 64 ans de la région. L'âge moyen des prestataires de l'aide sociale est de 38,2 ans dans la région, pareil à l'ensemble de la province. Parmi ces personnes, 48,1 % y avaient eu recours pour une période consécutive de plus de quatre ans, la moyenne s'établissant à 7 années consécutives. Cette proportion de personnes ayant recours à l'aide pour une période consécutive de plus de quatre ans est supérieure à celle de l'ensemble du Québec (35,9 %), ainsi que pour la moyenne qui se situe à 4,7 années<sup>5</sup>.

<sup>4</sup> Source : Statistique Canada, Recensement du Canada, 2001, compilation et traitement : Institut de la statistique du Québec, 2003.

<sup>5</sup> Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, Direction générale adjointe de la recherche, de l'évaluation et de la statistique.

### III. LES PRINCIPALES PROBLÉMATIQUES RÉGIONALES

À la suite de l'analyse des principaux indicateurs du marché du travail de la région et des données socio-économiques, il en ressort différentes problématiques sur lesquelles Emploi-Québec, en collaboration avec divers partenaires, orientera ses actions pour l'année 2010-2011.

#### Principales problématiques soulevées dans la région Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine

- 1 Le faible taux de scolarisation de la main-d'œuvre disponible crée des difficultés de recrutement pour les entreprises qui recherchent de plus en plus une main-d'œuvre spécialisée
- 2 La prédominance des activités économiques saisonnières cause de longues périodes de chômage à plusieurs travailleurs et une dépendance aux régimes publics de remplacement du revenu
- 3 La difficulté de combler les besoins de main-d'œuvre à certaines périodes de l'année crée des pertes de productivité pour plusieurs entreprises, et ce, malgré la présence d'un important bassin de main-d'œuvre inactive
- 4 L'alourdissement des problématiques d'intégration en emploi rencontrées par plusieurs prestataires de l'aide financière de dernier recours rend plus difficile leur intégration au marché du travail
- 5 Les ressources limitées dont disposent plusieurs petites et moyennes entreprises de la région rendent difficile la gestion adéquate des ressources humaines pour plusieurs d'entre elles
- 6 La sous-utilisation des services de placement par les entreprises et les chercheurs d'emploi limite l'adéquation entre l'offre et la demande de main-d'œuvre sur le marché du travail
- 7 L'insuffisance d'emploi de compétences élémentaires sur le marché du travail actuel pousse certains chômeurs peu qualifiés à se replier sur les mesures exceptionnelles de création d'emplois temporaires
- 8 La faible importance accordée à la valeur du travail par certains groupes de travailleurs et d'employeurs de la région augmente le recours aux mesures de remplacement du revenu
- 9 L'insuffisance en matière de transport en commun sur l'ensemble du territoire peut représenter un obstacle pour certaines personnes voulant développer leur employabilité ou accéder au marché du travail
- 10 L'insuffisance d'offre de formation postsecondaire sur le territoire pousse plusieurs jeunes à quitter la région pour poursuivre des études spécialisées, risquant ainsi de réduire le bassin futur de main-d'œuvre spécialisée et privant les employeurs d'une main-d'œuvre étudiante en fin de période estivale

#### IV. LES ORIENTATIONS STRATÉGIQUES D'EMPLOI-QUÉBEC

Sans exclure de nouvelles initiatives, l'exercice de planification 2010-2011 s'inscrit résolument sous le signe de la continuité, de la poursuite et de la consolidation des actions mises en œuvre en 2009-2010 pour concrétiser notamment le Plan stratégique du Ministère 2008-2011, le Pacte pour l'emploi, le Pacte pour l'emploi *Plus*, le Plan d'action gouvernemental en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, qui tous en seront à leur dernière année en 2010-2011. Dans cette perspective et, après avoir dressé un portrait de la situation actuelle du marché du travail et de ses perspectives de même que de l'évolution des clientèles de l'aide financière de dernier recours, les orientations et les axes d'intervention du Plan d'action 2009-2010 sont reconduits<sup>6</sup> pour 2010-2011.

##### **Les orientations d'Emploi-Québec et de la Commission des partenaires du marché du travail (CPMT) pour l'année 2010-2011**

- 1 Atténuer les effets de la récession auprès des travailleuses et des travailleurs ainsi que des entreprises et soutenir la relance de l'emploi**
- 2 Favoriser la participation au marché du travail et l'emploi du plus grand nombre possible de personnes, notamment par la préparation des clientèles éloignées en prévision de la reprise économique**
- 3 Contribuer à l'amélioration de la productivité et de la capacité d'adaptation des entreprises aux changements, notamment par la formation**
- 4 Poursuivre les actions visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale tant par ses services de solidarité sociale que par ses services d'emploi**
- 5 Améliorer la prestation de services aux citoyennes et aux citoyens**

Emploi-Québec Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine et le Conseil régional des partenaires du marché du travail s'inscrivent dans les orientations présentées ci-dessus et proposent des actions concrètes pour améliorer la situation du marché du travail et hausser le niveau de vie en Gaspésie et aux Îles-de-la-Madeleine.

Pour chacune des orientations, des axes d'intervention guideront les stratégies et les actions régionales pour l'année 2010-2011, tout en tenant compte des actions priorisées par le Comité régional du Pacte pour l'emploi. Les actions déterminées visent, entre autres, l'atténuation des problèmes structurels et conjoncturels du marché du travail, la prévention des pénuries de main-d'oeuvre, la réduction du taux de chômage ainsi que la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. De plus, à la suite de chaque orientation, les cibles de résultats à atteindre pour 2010-2011 seront indiquées.

<sup>6</sup> À deux ajustement près, de l'orientation 1 où il est ajouté : « et soutenir la relance de l'emploi » et de l'orientation 3 où il est fait explicitement référence à la formation.

## ORIENTATION 1 - ATTÉNUER LES EFFETS DE LA RÉCÉSSION SUR LES TRAVAILLEUSES ET LES TRAVAILLEURS AINSI QUE SUR LES ENTREPRISES ET SOUTENIR LA RELANCE DE L'EMPLOI

Dans le contexte de reprise économique, Emploi-Québec Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, en concertation avec ses partenaires, poursuivra ses efforts, notamment grâce au Pacte pour l'emploi *Plus*, pour prévenir les mises à pied et mettre à contribution les périodes d'inactivité pour développer les compétences :

1. en offrant un soutien du revenu aux clientèles, bonifié pour la durée du Pacte pour l'emploi *Plus* pour certains participants à ses mesures, dont :
  - 1.1. la hausse de l'allocation d'aide à l'emploi de 220 \$ à 240 \$ par semaine pour les participantes et les participants à la mesure Projet de préparation à l'emploi et à la Mesure de formation de la main-d'œuvre;
  - 1.2. le versement aux prestataires de l'assurance-emploi qui participent à la Mesure de formation de la main-d'œuvre, une fois leurs prestations d'assurance-emploi épuisées, d'une allocation d'aide à l'emploi équivalente à ce qu'ils recevaient, le temps que soit complétée leur formation (maximum 36 mois);
  - 1.3. le remboursement des frais d'appoint de 9 \$ par jour aux participantes et aux participants sans soutien public du revenu à la mesure Services d'aide à l'emploi.
2. en offrant des services d'emploi adaptés aux personnes, notamment à celles qui auront perdu leur emploi en raison de la conjoncture économique, qui courent un risque de chômage de courte durée, dont : des mesures d'accès rapide à l'emploi (Activités d'aide à l'emploi, Services d'aide à l'emploi) pour les personnes qui ont toutes les compétences exigées pour occuper un emploi ou, encore, des formations de courte durée pour celles qui, bien qu'elles aient les compétences de base nécessaires, ne possèdent pas toutes les compétences requises pour répondre aux besoins du marché du travail;
3. en accroissant les compétences de la main-d'œuvre, dont les travailleuses et les travailleurs saisonniers ou en situation de mise à pied temporaire, en favorisant leur accessibilité à la formation, dont la formation de base;
4. en poursuivant la mise en œuvre de l'Initiative ciblée pour les travailleurs âgés, qui vise la réinsertion en emploi des travailleuses et des travailleurs licenciés dans des collectivités vulnérables, une entente conclue avec le gouvernement fédéral, qui a été bonifiée dans le cadre du Pacte pour l'emploi *Plus*,
5. en contribuant jusqu'à 75 % aux projets de formation financés par le volet entreprises de la Mesure de formation de la main-d'œuvre, pour les

*Axe d'intervention 1.1 : rallier les personnes et les entreprises autour de l'emploi et du développement des compétences de la main-d'œuvre.*

projets approuvés avant le 1<sup>er</sup> janvier 2011. De plus, le salaire maximal qui peut être remboursé aux entreprises a été haussé à 20 \$ l'heure avec le Pacte pour l'emploi *Plus*.

- 6. en offrant à tous les secteurs d'activité les bonifications accordées à l'industrie forestière dans le volet Aménagement et réduction du temps de travail (ARTT) de la mesure Concertation pour l'emploi. L'encouragement financier versé est ainsi passé de 4 000 \$ à 6 000 \$, au cours des trois années que dure le plan d'ARTT;
- 7. en appliquant, avec nos partenaires, l'approche proactive auprès des entreprises visant à contrer les effets négatifs de la situation économique sur le maintien en emploi des travailleuses et des travailleurs. Cette approche, mise en œuvre depuis le 1<sup>er</sup> avril 2009, comprend :
  - 7.1. un service téléphonique sans frais (1-888-EMPLOIS) permettant aux entreprises visées par cette approche d'avoir un accès direct et rapide aux services d'Emploi-Québec;
  - 7.2. des équipes tactiques locales afin d'intervenir rapidement et de façon proactive auprès des entreprises en difficulté;
  - 7.3. l'intensification de la veille régionale mise en place dans le cadre du Pacte pour l'emploi en fonction de la situation économique.
- 8. en ayant recours aux services offerts par les comités d'aide au reclassement dans le cas de licenciements collectifs, comme complément de l'approche proactive;
- 9. en accordant un soutien technique et financier à un plus grand nombre d'entreprises pour la gestion et l'adaptation de leurs ressources humaines dans le cadre de la mesure Concertation pour l'emploi;
- 10. en intensifiant les activités d'évaluation et de reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre pour répondre aux exigences sans cesse croissantes du marché du travail.

Cibles de résultats en lien avec l'orientation #1		2010-2011
Indicateur #1	Nombre de nouveaux participants aux interventions des services publics d'emploi, participants de l' <b>assurance-emploi</b>	4 300
Indicateur #2	Nombre de participants de l' <b>assurance-emploi</b> en emploi après avoir bénéficié d'une intervention des services publics d'emploi	1 037

**ORIENTATION 2 - FAVORISER LA PARTICIPATION AU MARCHÉ DU TRAVAIL ET L'EMPLOI DU PLUS GRAND NOMBRE POSSIBLE DE PERSONNES, NOTAMMENT PAR LA PRÉPARATION DES CLIENTÈLES ÉLOIGNÉES EN PRÉVISION DE LA REPRISE ÉCONOMIQUE**

- 1.** **Assurer** une utilisation maximale des services en ligne de placement et d'information sur le marché du travail pour les chercheurs d'emploi et les entreprises afin de favoriser la participation au marché du travail et l'emploi du plus grand nombre possible de personnes. La promotion des services universels d'Emploi-Québec et la diffusion continue d'une information du marché du travail juste et adaptée seront intensifiées afin de maximiser les bénéfices de ses services auprès des clientèles.
- 2.** **Continuer** d'afficher un tableau des offres d'emploi disponibles de chaque MRC dans toutes les salles multiservices des centres locaux d'emploi de la région pour s'assurer que les employeurs trouveront la main-d'œuvre requise et pour aider les personnes en recherche d'emploi. Ces offres d'emploi sont mises à jour à toutes les semaines et sont différentes de celles affichées sur le site de *Placement en ligne*. De plus, toutes les personnes qui effectuent des démarches soutenues de recherche d'emploi seront répertoriées à l'aide d'un outil semblable. Ayant en main ces deux sources d'information, l'appariement est facilité entre les chercheurs d'emploi et les postes à combler. Cette façon de faire permet un meilleur équilibre du marché du travail et permet de promouvoir le principe de *l'emploi d'abord*, particulièrement auprès des personnes qui comptent sur des emplois temporaires pour demeurer actives sur le marché du travail.
- 3.** **Promouvoir** les services du *Placement étudiant du Québec* (PEQ) auprès des étudiantes et des étudiants pour faciliter l'acquisition pour eux d'une expérience de travail et répondre aux besoins de main-d'œuvre, notamment saisonniers, des entreprises. De plus, la diffusion de l'information du marché du travail auprès des étudiantes et des étudiants ainsi qu'àuprès des intervenants dans les établissements scolaires sera poursuivie, pour permettre des choix d'avenir mieux éclairés et favoriser les retours en région.

*Axe d'intervention 2.1: Favoriser l'autonomie des clientèles et le recours aux services universels d'information sur le marché du travail et de placement pour le réemploi rapide d'un nombre maximum de chômeurs dans les postes vacants.*

Emploi-Québec poursuivra son approche de *l'Emploi d'abord !* pour répondre adéquatement aux besoins des entreprises et des chercheurs d'emploi, notamment les personnes qui risquent de voir leur période de chômage se prolonger.

*Axe d'intervention 2.2: intervenir de façon proactive auprès des demandeurs de prestation, des travailleurs licenciés et des prestataires prêts à occuper un emploi afin d'assurer leur insertion en emploi la plus rapide possible et de contribuer ainsi au meilleur appariement de l'offre et de la demande de main-d'œuvre.*

1. **Viser** une efficacité des services d'accueil, d'évaluation et de référence de la clientèle dans les centres locaux d'emploi, constituant les assises du continuum de services aux individus, axé vers l'emploi. Notamment, lors de toute demande de prestation, les équipes des centres locaux d'emploi évalueront d'abord si le demandeur est apte à intégrer le marché du travail et s'il y a lieu, la personne sera référée vers les emplois disponibles ou les services des ressources externes.
2. **Informier** les personnes sans emploi des opportunités d'emplois dans la région et offrir à ces personnes un soutien et un accompagnement dans leurs démarches de recherche d'emploi ou de développement de leur employabilité, en collaboration avec divers partenaires, dont le milieu de l'éducation, afin d'augmenter leurs compétences de base et de favoriser leur insertion en emploi.
3. **Soutenir** les travailleurs licenciés suite à un licenciement collectif en permettant la mise en place de Comités de reclassement pour favoriser le réemploi le plus rapide possible des travailleurs, en associant, notamment, le monde de l'éducation et les ressources externes en employabilité.
4. **Supporter** les personnes intéressées à intégrer le marché du travail, notamment les prestataires d'une aide financière de dernier recours et sans contraintes à l'emploi, et les diriger d'abord vers les emplois disponibles pour contribuer au meilleur appariement de l'offre et de la demande de main-d'œuvre sur le marché du travail.
5. **Poursuivre** l'expérimentation de deux structures de gestion des travailleurs saisonniers en Gaspésie, dont le Registre des travailleurs de l'industrie de la transformation des produits marins pour le secteur Sud de la Gaspésie et la Coopérative de travailleurs du secteur Nord de la Gaspésie. Ces deux structures de gestion des travailleurs saisonniers permettent aux travailleurs d'occuper plusieurs emplois complémentaires au cours d'une même année tout en permettant à des employeurs d'avoir accès à une main-d'œuvre pour de courtes périodes de travail.

Par ses interventions, notamment par l'augmentation du niveau de formation de base et de l'employabilité des personnes, Emploi-Québec vise une meilleure intégration au marché du travail des personnes plus vulnérables sur le plan de l'emploi. L'Agence poursuivra ses interventions visant à réduire les risques d'exclusion sociale et professionnelle, de dépendance à l'aide financière de dernier recours et de pauvreté, principalement auprès des clientèles suivantes :

#### **Les prestataires de l'assurance-emploi et de l'aide financière de dernier recours**

1. **Inciter** le plus grand nombre de personnes à entreprendre des démarches de formation en vue d'améliorer leur employabilité et leur intégration sur le marché du travail par des efforts consentis en collaboration avec les ressources communautaires et les établissements de formation.
2. **Miser**, en collaboration avec les établissements de formation, sur l'accompagnement durant la formation pour contrer les obstacles à la persévérance et pour supporter les personnes vers l'obtention d'un diplôme en lien avec le marché du travail régional.
3. **Intervenir** auprès des clientèles plus éloignées du marché du travail notamment grâce aux moyens disponibles dans le cadre du Pacte pour l'emploi, dont *Démarcheurs d'emploi et Passeport pour l'emploi*.
4. **Valoriser** le travail, notamment auprès des personnes qui demandent des prestations et des prestataires d'une aide financière de dernier recours, en les informant des avantages procurés par le travail sur les plans personnel, social, professionnel et financier.

#### **Les travailleurs saisonniers à statut précaire et les personnes qui recourent à des emplois temporaires**

1. **Proposer** une série d'interventions pour améliorer la situation des travailleurs saisonniers et de ceux recourant à des emplois temporaires en référant la clientèle à des activités de développement de l'employabilité appropriées.
2. **Poursuivre** nos efforts de scolarisation en exigeant que les participants aux projets de création d'emplois temporaires de moins de 50 ans, et ne détenant pas un diplôme d'études secondaires, entreprennent une formation générale ou professionnelle ou tout autre activité permettant d'intégrer le marché du travail. Emploi-Québec assurera, conjointement avec les centres de formation des adultes, le suivi global (soutien et accompagnement) de chaque participant à cette mesure de scolarisation.

#### **Les femmes** (notamment les responsables de famille monoparentale, celles faiblement scolarisées ou celles faisant partie des groupes sous-représentés sur le marché du travail)

1. **Respecter** les fondements de la *Stratégie d'intervention à l'égard de la main-d'œuvre féminine* voulant la reconnaissance et la prise en compte des réalités de la main-d'œuvre féminine et l'organisation de l'offre de service

*Axe d'intervention 2.3 : Soutenir les efforts faits pour intégrer ou reintégrer le marché du travail par les personnes à risque de sous-emploi, notamment celles appartenant à des bassins de main-d'œuvre sous-représentés sur le marché du travail ou qui sont éloignées du marché du travail et à risque d'exclusion et de pauvreté.*

de manière à répondre aux besoins de cette main-d'œuvre et à favoriser leur insertion sociale et professionnelle.

2. **Participer** à l'entente de collaboration en condition féminine de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine visant la diversification des choix de carrières dans des métiers traditionnellement masculins, le développement de l'entrepreneuriat féminin et l'utilisation de pratique d'analyse différenciée selon des données sexuées dans différents champs d'intervention.

3. **Poursuivre** la participation à l'événement « Chapeau les filles! » visant à promouvoir les professions et métiers traditionnellement masculins.

4. **Adapter** les interventions dans les centres locaux d'emploi en fonction des besoins spécifiques des femmes qui se dirigent vers des métiers traditionnellement masculins.

**Les jeunes** (particulièrement ceux qui demandent ou reçoivent une aide financière de dernier recours et les jeunes décrocheurs qui n'ont pas complété leurs études secondaires)

*Axe d'intervention 2.3 : Soutenir les efforts faits pour intégrer ou réintégrer le marché du travail par les personnes à risque de sous-emploi, notamment celles appartenant à des bassins de main-d'œuvre sous-représentés sur le marché du travail ou qui sont éloignées du marché du travail et à risque d'exclusion et de pauvreté.*

1. **Collaborer** à la *Stratégie Action Jeunesse 2009-2014* du gouvernement du Québec qui vise à améliorer la continuité des services à la jeunesse ainsi que leur efficience et leur cohérence et à donner les outils nécessaires à l'épanouissement des jeunes afin qu'ils puissent se développer au meilleur de leurs capacités.

2. **Participer**, avec d'autres partenaires, à la mise en oeuvre de l'entente *Engagement jeunesse* qui vise à supporter les jeunes de 12 à 35 ans dans leur développement scolaire, social et professionnel.

3. **Continuer** de rendre disponible une offre de service intégrée aux jeunes et intensifier le recours au *Programme alternative jeunesse* (solution de rechange à l'aide sociale à l'intention des jeunes) et à la mesure *Jeunes en action*, une mesure d'accompagnement pour les 18-24 ans plus éloignés du marché du travail. De plus, dans le cadre du Pacte pour l'emploi *Plus*, les participantes et les participants au *Programme alternative jeunesse* sont admissibles au supplément à la prime au travail.

4. **Poursuivre** la mise en oeuvre des stages *Découvrir* afin de permettre la réalisation des stages en entreprise à l'intention des jeunes, leur permettant de valider leur choix de carrière et de vivre une expérience concrète en milieu de travail.

5. **Adapter** l'offre de service auprès des jeunes en s'inspirant des résultats de l'expérimentation des équipes tactiques dédiées aux jeunes de moins de 25 ans dans les centres locaux d'emploi et en favorisant davantage la collaboration, notamment avec les Carrefours jeunesse-emploi et les établissements de formation.

6. **Favoriser** le retour des jeunes diplômés dans la région en association avec la *Commission Jeunesse* de la région.

## **Les travailleuses et les travailleurs de 45 ans et plus**

1. **Offrir** une offre de service adaptée aux travailleuses et aux travailleurs de 45 ans et plus dans le cadre de la *Stratégie à l'intention des travailleuses et des travailleurs de 45 ans et plus* pour favoriser le retour ou le maintien sur le marché du travail de travailleurs expérimentés. La participation de ces groupes de travailleurs est requise pour contrer les effets engendrés par le vieillissement de la main-d'oeuvre au Québec.
2. **Poursuivre** l'utilisation de la mesure *Initiative ciblée pour les travailleurs âgés* permettant la réintégration de ces personnes sur le marché du travail suite à la perte d'un emploi ou d'une période d'absence en emploi.

## **Les personnes handicapées**

1. **Augmenter** le nombre de participants à la mesure *Contrat d'intégration au travail* pour atteindre les objectifs du Pacte pour l'emploi, notamment en agissant en lien avec la *Stratégie nationale pour l'intégration et le maintien en emploi des personnes handicapées*, particulièrement par la mobilisation des acteurs régionaux concernés par la situation des personnes handicapées sur le marché du travail réunis au sein du *Comité régional pour l'intégration au travail des personnes handicapées*.
2. **Soutenir** les employeurs lors de l'embauche de personnes handicapées et promouvoir l'amélioration des compétences des personnes handicapées en emploi.

*Axe d'intervention 2.3 : Soutenir les efforts faits pour intégrer ou réintégrer le marché du travail par les personnes à risque de sous-emploi, notamment celles appartenant à des bassins de main d'œuvre sous-représentés sur le marché du travail ou qui sont éloignées du marché du travail et à risque d'exclusion et de pauvreté.*

## **Les personnes judiciaisées adultes**

1. **Permettre** l'accès aux personnes judiciaisées à des services d'aide à l'emploi spécialisés pendant leur période de détention et les soutenir adéquatement, dès leur sortie, pour les aider à reprendre leur place sur le marché du travail.

## **Les personnes immigrantes** (particulièrement celles nouvellement arrivées et celles issues de minorités visibles)

1. **Faciliter** l'insertion en emploi des personnes immigrantes en leur offrant l'accès à des services d'aide à l'emploi adaptés à leurs besoins, notamment en sensibilisant le personnel des centres locaux d'emploi à la diversité ethnoculturelle.
2. **Poursuivre** les actions visant l'intégration en emploi des immigrants et des personnes issues des minorités visibles, dont la sensibilisation des entreprises à l'embauche et aux avantages que présente une main-d'oeuvre diversifiée.
3. **Participer** à l'*entente spécifique de régionalisation de l'immigration en Gaspésie et aux Îles-de-la-Madeleine* qui vise à l'intégration culturelle, sociale et professionnelle des personnes immigrantes, notamment en

soutenant la mise en place de stratégies d'attraction d'immigrants et d'immigrantes et d'une structure de référence vers les organismes d'aide et d'accompagnement à l'intégration au marché du travail.

### Les autochtones

1. **Tenir compte** des engagements découlant du Forum sur le développement social et économique des Premières Nations et faciliter l'accès de cette clientèle aux services d'Emploi-Québec.
2. **Soutenir**, en collaboration et en complémentarité avec les partenaires concernés, le développement de cette main-d'œuvre afin de favoriser sa pleine participation au développement économique de la région. Notamment, Emploi-Québec accompagnera les conseils de bandes de la région afin qu'ils puissent se doter d'un outil d'information du marché du travail et assurer la planification des interventions propre à leur communauté.

Cibles de résultats en lien avec l'orientation # 2		2010-2011
Indicateur # 3	Nombre de nouveaux participants aux interventions des services publics d'emploi	7 200
Indicateur # 4	Nombre de personnes en emploi après avoir bénéficié d'une intervention des services publics d'emploi	3 185
Indicateur # 5	Nombre de nouveaux participants aux interventions des services publics d'emploi, <b>clientèle des programmes d'assistance sociale</b>	1 500
Indicateur # 6	Nombre de <b>participants de la clientèle des programmes d'assistance sociale</b> en emploi après avoir bénéficié d'une intervention des services publics d'emploi	674

### ORIENTATION 3 – CONTRIBUER À L’AMÉLIORATION DE LA PRODUCTIVITÉ ET DE LA CAPACITÉ D’ADAPTATION DES ENTREPRISES AUX CHANGEMENTS, NOTAMMENT PAR LA FORMATION

Emploi-Québec, en collaboration avec divers partenaires, vise à assurer une meilleure adéquation de l’offre de main-d’œuvre aux besoins présents et futurs et à prévenir les pénuries de main-d’œuvre.

1. **Intensifier** le recensement des emplois disponibles chez les employeurs de la région et assurer ainsi un meilleur appariement entre l’offre et la demande de main-d’œuvre.
2. **Diriger** davantage de personnes vers des formations qui les aideront à intégrer le marché du travail selon leurs intérêts, leurs compétences et leurs aspirations et ainsi, préparer la main-d’œuvre future.
3. **Poursuivre** l’amélioration de la gestion de l’emploi saisonnier par l’utilisation du Registre des travailleurs de l’industrie de la transformation des produits marins pour le secteur Sud de la Gaspésie et par la réalisation des activités de la Coopérative de travailleurs de La Haute-Gaspésie.
4. **Poursuivre** la veille active sur le marché du travail en collaboration avec le *Comité régional du Pacte pour l’emploi* afin d’être proactif aux besoins du marché du travail et d’influencer, notamment, les travaux du *Plan de rapprochement de la formation professionnelle et technique* produit par la Table interordre de la région.
5. **Augmenter**, dans le cadre du Pacte pour l’emploi *Plus*, le nombre d’entreprises aidées par le volet entreprises de la Mesure de formation de la main-d’œuvre, notamment en intensifiant les interventions pour accroître la formation de base des travailleuses et des travailleurs peu qualifiés, y compris ceux qui ne sont pas à risque de perte d’emploi et en augmentant la contribution maximale aux projets de formation financés par le volet entreprises de la Mesure de formation de la main-d’œuvre, la faisant passer de 50 % à 75 % pour les projets approuvés avant le 1<sup>er</sup> janvier 2011. De plus, le salaire maximal qui peut être remboursé aux entreprises a été haussé à 20 \$ l’heure.
6. **Assurer** une bonne adéquation entre l’offre et la demande de main-d’œuvre en émettant, lorsque requis, des avis concernant les besoins d’adaptation des formations professionnelles et techniques au ministère de l’Éducation, du Loisir et du Sport.
7. **Intensifier** la sensibilisation des entreprises au Programme d’apprentissage en milieu de travail (PAMT) et à la reconnaissance des compétences de la main-d’œuvre lors de rencontres d’entreprises ciblées afin d’améliorer les compétences et la qualification de la main-d’œuvre.
8. **Poursuivre** la participation au Comité de veille du secteur éolien visant à assurer l’adéquation entre l’offre et la demande de main-d’œuvre de ce secteur, notamment en effectuant une veille continue des besoins de main-d’œuvre et en contribuant à la réalisation d’un plan d’action.

*Axe d’intervention 3.1 : Assurer une meilleure adéquation de l’offre de main-d’œuvre aux besoins du marché du travail, notamment par l’amélioration des compétences et de la qualification de la main-d’œuvre ainsi que des mécanismes de reconnaissance des compétences avec le concours des comités sectoriels de main-d’œuvre et de concert avec le ministère de l’Éducation, du Loisir et du Sport.*

9. **Poursuivre**, en collaboration avec divers partenaires, la réalisation de plans de développement des ressources humaines pour le secteur récréotouristique et le secteur de la forêt afin d'avoir une connaissance accrue des besoins de main-d'œuvre dans ces secteurs.
10. **Supporter** l'adaptation des entreprises aux changements en effectuant une veille continue du marché du travail. De plus, les conseillers et les agents des services aux entreprises de chaque CLE intensifieront leurs activités de démarchage auprès d'entreprises cibles selon des critères prédéterminés, en collaboration avec les réseaux d'enseignement de la région.

Par ses interventions auprès des entreprises, Emploi-Québec vise notamment à rehausser la productivité et la compétitivité des entreprises, à renforcer leur capacité d'adaptation aux changements, à améliorer la qualification de la main-d'œuvre et les divers aspects de la gestion et de la formation des ressources humaines, et ce, de concert notamment avec les comités sectoriels de main-d'œuvre et plusieurs organismes gouvernementaux.

- Axe d'intervention 3.2 : Contribuer à l'amélioration des pratiques de gestion des ressources humaines et de formation des entreprises, notamment les petites et moyennes entreprises, de manière à accroître leur productivité, à augmenter leur taux de survie, à maintenir les emplois et à soutenir la création d'emplois à plus grande valeur ajoutée.*
1. **Organiser**, dans le cadre du Pacte pour l'emploi, un colloque régional réunissant les employeurs de la région pour valoriser l'importance du travail et des ressources humaines.
  2. **Intensifier** le déploiement d'une offre de formation continue, en collaboration avec le monde de l'éducation, pour permettre aux travailleurs en emploi d'augmenter leurs compétences et ainsi, d'augmenter la productivité des entreprises et de créer des emplois à valeur ajoutée.
  3. **Assurer**, dans le cadre du Pacte pour l'emploi, une veille active du marché du travail, particulièrement dans les secteurs de la santé, de l'éolien, du tourisme et de la forêt, afin d'apporter des solutions concrètes au développement de la région, notamment par l'entremise de formations mieux adaptées aux besoins de la région ou encore par des stratégies d'attraction de la main-d'œuvre de concert avec les entreprises.
  4. **Soutenir**, avec d'autres partenaires, les entreprises pour augmenter leur taux de survie et permettre le maintien des emplois, notamment par la réalisation d'un diagnostic sur l'innovation.

Cibles de résultats 2010-2011 en lien avec l'orientation # 3		2010-2011
Indicateur # 7	Nombre d'entreprises nouvellement aidées par les interventions des services publics d'emploi	428
Indicateur # 8	Nombre de nouveaux participants aux stratégies du Cadre de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre	139

## ORIENTATION 4 - POURSUIVRE LES ACTIONS VISANT À LUTTER CONTRE LA PAUVRETÉ ET L'EXCLUSION SOCIALE TANT PAR SES SERVICES DE SOLIDARITÉ SOCIALE QUE PAR SES SERVICES D'EMPLOI

1. **Poursuivre** l'ensemble des activités destinées à assurer la conformité de l'aide de dernier recours versée aux personnes et aux familles démunies.

2. **Continuer** d'améliorer la mesure de la conformité des dossiers des nouveaux demandeurs d'aide financière. Ces efforts s'accompagneront également d'une démarche réalisée par le réseau visant à normaliser les pratiques en matière de conformité dans ce domaine.

3. **Supporter**, dans le cadre du Pacte pour l'emploi *Plus*, les travailleurs âgés licenciés ou mis à pied et les travailleurs licenciés collectivement, par le Programme de soutien pour les travailleurs âgés et par le Programme de soutien pour les travailleurs licenciés collectivement qui s'est élargi à tous les secteurs d'activités.

*Axe d'intervention 4.1: Accorder une aide financière de dernier recours aux personnes et aux familles démunies.*

1. **Outiliser** les prestataires de l'aide financière de dernier recours pour faciliter leurs démarches en vue d'un retour sur le marché du travail ou encore, favoriser leur participation et leur inclusion sociale, notamment par le *Programme d'aide et d'accompagnement social (PAAS)* permettant aux participants de développer des habiletés, des attitudes ou des comportements favorisant leur autonomie et leur insertion sociale, de progresser sur le plan socioprofessionnel et d'atteindre un niveau d'autonomie socioprofessionnelle leur permettant éventuellement de participer à une mesure ou à un service public d'emploi dans la perspective d'accroître leur possibilité d'accéder au marché du travail.

*Axe d'intervention 4.2: Fournir une aide et un accompagnement structurés et adaptés aux prestataires de l'aide financière de dernier recours qui ne sont pas en mesure d'entreprendre immédiatement une démarche d'emploi.*

1. **Poursuivre** les actions en matière de développement social et économique, notamment via l'articulation territoriale de la lutte contre la pauvreté. De plus, Emploi-Québec, en collaboration avec les partenaires régionaux et locaux, contribuera à développer l'*Approche territoriale intégrée*, qui implique que les milieux où se concentre la pauvreté s'approprient le leadership et le développement de leurs stratégies ainsi que leurs priorités d'action en matière de lutte contre la pauvreté.

2. **Collaborer** à la démarche régionale visant la mise en place d'un réseau de transport collectif viable dans l'ensemble du territoire.

Cibles de résultats en lien avec l'orientation # 4

2010-2011

Indicateur #9 Nombre de sorties de l'aide financière de dernier recours

1 087

## ORIENTATION 5 - AMÉLIORER LA PRESTATION DE SERVICES AUX CITOYENNES ET AUX CITOYENS

*Axe d'intervention 5.1: Assurer la veille de la conjoncture économique, de la situation du marché du travail et de l'évolution des bassins de clientèles d'Emploi-Québec afin d'apporter les ajustements nécessaires à son offre de service pour optimiser l'utilisation des mesures actives.*

1. **Poursuivre** l'analyse des informations de gestion de l'opération *Recensement/ Appariement/ Placement* afin de faire un état de la situation du marché du travail dans la région pour améliorer la prestation de services et optimiser l'appariement des personnes en recherche d'emploi avec les offres d'emploi des entreprises.
2. **Poursuivre** la publication mensuelle de la *Revue de l'emploi* qui fait état de la situation économique et qui permet ainsi d'être au fait de l'évolution de l'économie régionale.
3. **Effectuer**, dans le cadre du Pacte pour l'emploi, une veille active du marché du travail et de secteurs priorisés par le *Comité régional du Pacte pour l'emploi* pour maximiser la prise de décision et ajuster la prestation de services aux citoyennes et aux citoyens.

*Axe d'intervention 5.2: Accélérer la modernisation de l'offre de service d'Emploi-Québec et la consolidation de la gestion unifiée de ses services d'emploi et de ses services de solidarité sociale en fonction de la capacité organisationnelle et plus particulièrement afin de tenir compte des nombreux départs à la retraite.*

1. **Promouvoir** la vision organisationnelle d'Emploi-Québec, particulièrement en préparation de l'implantation d'un réel continuum de services à la clientèle individu.
2. **Poursuivre** la modernisation de l'offre de service d'Emploi-Québec, notamment par la mise en place d'un comité stratégique portant sur l'organisation et la qualité des services de solidarité sociale.

*Axe d'intervention 5.3: Accorder une attention particulière aux ressources humaines*

1. **Élaborer** un Plan de relève intégré pour l'Agence, dont les composantes permettront de relever les défis associés aux nombreux mouvements de personnel qui surviendront au cours des prochaines années.
2. **Réaliser** des activités visant l'amélioration de la santé des personnes en emploi, le maintien en emploi du personnel expérimenté, le transfert d'expertise et la préparation de la relève.
3. **Développer** de nouveaux outils pour la reconnaissance du personnel.

- Axe d'intervention 5.4 : Renforcer le partenariat.*
1. **Maximiser** la capacité du Conseil régional des partenaires du marché du travail et d'Emploi-Québec à exercer un rôle d'influence et de leadership auprès des différents organismes et partenaires de façon à maximiser l'impact des stratégies régionales.
  2. **Maintenir** la participation dans les travaux de différentes instances et comités régionaux dont l'objectif est de permettre notamment, l'évolution des créneaux d'excellence de la région dans le cadre des projets Accord (Éolien, Ressources, sciences et technologies marines, Récrécotourisme santé/nature) et de la structuration de secteurs ou de sous-secteurs d'activité économique.
  3. **Continuer** de participer à la concertation interministérielle régionale afin d'assurer la cohérence de l'action gouvernementale sur le territoire de la région Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, notamment par une participation :
    - aux travaux de la Conférence administrative régionale (CAR);
    - aux travaux du Comité régional de diversification économique;
    - aux travaux des Conseils d'administration des centres locaux de développement (CLD) en collaborant au volet main-d'œuvre et emploi du plan d'action local pour l'économie et l'emploi;
    - aux travaux du Comité régional portant sur le développement social et la lutte contre la pauvreté;
    - aux travaux d'autres organismes publics, tels que la Commission de la santé et de la sécurité du travail, l'Office franco-québécois pour la jeunesse et l'Office des personnes handicapées du Québec (OPHQ);
    - aux travaux de la Table éducation, formation, emploi (Table interordre).
  4. **Optimiser** le recours aux organismes oeuvrant au développement de l'employabilité, afin de profiter de l'effet de levier que ce recours permet et de l'expertise des partenaires pour intervenir plus efficacement auprès des diverses clientèles, notamment pour l'évaluation approfondie des besoins des clientèles et pour leur accompagnement.

- Axe d'intervention 5.5 : Améliorer la gestion par résultats et soutenir la planification locale.*
1. **Effectuer** un suivi en continu des indicateurs de résultats et des objectifs du Pacte pour l'emploi afin de permettre l'ajustement des interventions en vue de l'atteinte des cibles adoptées par le Conseil régional des partenaires du marché du travail.
  2. **Intensifier** le suivi budgétaire et opérationnel afin d'assurer une gestion optimale des ressources financières tout en répondant aux besoins des clientèles.

- Axe d'intervention 5.6 : Améliorer l'information sur le marché du travail pour la prise de décision tant au niveau stratégique qu'opérationnel.**
1. **Diffuser** les profils territoriaux pour fournir un outil d'analyse du marché du travail local au personnel des centres locaux d'emploi et permettre une prise de décision juste.
  2. **Intensifier** la mise à jour de la liste des entreprises de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine et s'efforcer de la mettre à jour de façon continue.
  3. **Effectuer** une veille constante de la conjoncture économique, de la situation du marché du travail et de l'évolution des bassins de clientèle, notamment par la production mensuelle de la Revue de l'emploi et par la réalisation d'une enquête sur les besoins de main-d'œuvre auprès des entreprises de la région.
  4. **Offrir** une formation sur les divers outils d'information du marché du travail (IMT) au personnel concerné des centres locaux d'emploi afin d'augmenter l'utilisation de l'IMT et d'améliorer la qualité des interventions.

Cibles de résultats en lien avec l'orientation # 5		2010-2011
Indicateur # 10	Délai moyen de traitement des nouvelles demandes d'aide financière de dernier recours déposées à l'attribution initiale (en jours ouvrables)	10 jours
Indicateur # 11	Proportion de plaintes avec recommandation de modifications	25,0 %
Indicateur # 12	Pourcentage des décisions modifiées aux services de solidarité sociale à la suite d'une demande de révision	21,0 %

## V. LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ ET L'EXCLUSION SOCIALE

En vertu de son volet Solidarité sociale, Emploi-Québec est responsable de l'administration du régime québécois de sécurité du revenu, conformément aux dispositions de la *Loi sur l'aide aux personnes et aux familles*. À ce titre, le rôle d'Emploi-Québec consiste à soutenir financièrement les personnes et les familles démunies et à favoriser leur autonomie économique et sociale, en les encourageant à exercer des activités permettant leur insertion sociale, leur intégration en emploi et leur participation active dans la société. Les services offerts par Emploi-Québec en matière de solidarité sociale comportent donc deux volets : l'attribution d'une aide financière aux personnes et aux familles qui ne peuvent subvenir seules à leurs besoins ainsi que l'aide et l'accompagnement des adultes prestataires d'une aide de dernier recours qui ne sont pas prêts à entreprendre immédiatement une démarche qui les conduira vers l'emploi.

Par la gestion unifiée des services publics d'emploi et de solidarité sociale, l'exercice de planification 2010-2011 vise à établir une offre de service intégrée pour les individus assurant notamment :

- ◆ l'intégration en emploi des prestataires d'une aide financière de dernier recours et des personnes défavorisées sur le plan de l'emploi en assurant une adaptation des services orientés vers l'emploi;
- ◆ une meilleure articulation des interventions en matière d'emploi et de solidarité sociale portant sur l'aide et l'accompagnement des adultes prestataires d'une aide financière de dernier recours qui ne sont pas prêts à entreprendre immédiatement une démarche d'emploi;
- ◆ une réponse mieux adaptée aux besoins de l'ensemble de la clientèle desservie par Emploi-Québec;
- ◆ le déploiement harmonieux de l'*Approche territoriale intégrée* qui prévoit l'établissement d'une solide concertation régionale et locale pour lutter spécifiquement contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

## **VI. LE REPÉRAGE DES CLIENTÈLES PAR SERVICE CANADA**

Emploi-Québec vise l'utilisation efficiente de ses budgets en intervenant auprès des clientèles à risque de voir leur période de chômage se poursuivre indûment. Une entente de référence sera conclue avec Service Canada pour référer les demandeurs de prestation d'assurance-emploi vers les services publics d'emploi du Québec. Les personnes référencées seront desservies prioritairement selon leur profil : personnes à risque de chômage de longue durée et personnes qui peuvent envisager un retour rapide sur le marché du travail.

Il est important de préciser que les critères de repérage ne servent pas à exclure des clientèles, mais plutôt à agir de façon proactive. Les personnes sans soutien public de revenu sont également admissibles aux services et mesures d'Emploi-Québec selon des modalités particulières.

Pour l'exercice 2010-2011, le Conseil régional des partenaires du marché du travail Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine retient les critères de repérage régionaux suivants pour intervenir auprès des personnes à risque de chômage prolongé :

- 1. La possibilité de réemploi rapide**
  - Les femmes et les hommes qui ont occupé un emploi dans une occupation en demande. Une liste des occupations en demande pour l'ensemble de la région est jointe en annexe, mais signalons que chaque centre local d'emploi ajuste cette liste pour tenir compte des particularités du marché du travail de son territoire.
- 2. Le risque de chômage de longue durée (facteurs aggravants)**
  - Les personnes ayant une scolarité de niveau secondaire ou moins et âgées de 18 à 30 ans.
  - Les personnes ayant une scolarité de niveau secondaire ou moins et aux prises avec un handicap.
  - Les personnes ayant une scolarité de niveau secondaire ou moins et qui déposent une demande de prestation pour la première fois depuis plus d'un an.

## VII. LES CIBLES DE RÉSULTATS

Emploi-Québec évalue sa performance principalement par l'atteinte des cibles de résultats adoptées en début d'année par le Conseil régional des partenaires du marché du travail. La reddition de comptes est l'outil privilégié par Emploi-Québec pour mesurer l'impact de ses interventions sur le marché du travail. En tout, huit indicateurs de performance sont mesurés tout au long de l'exercice pour les services publics d'emploi. Pour chacun de ces indicateurs, une cible de résultats est établie au niveau national, régional et local. De plus, d'autres indicateurs de résultats sont également mesurés pour les services de solidarité sociale. Toutefois, le Conseil régional des partenaires du marché du travail de la région n'a pas à suggérer des orientations pour l'atteinte de ces cibles.

À la suite de chaque orientation et des stratégies présentées dans ce document, les cibles de résultats de la région en lien avec l'orientation sont indiquées, permettant de faire le lien entre les stratégies priorisées et les cibles de résultats à atteindre pour 2010-2011.

## VIII. LA RÉPARTITION DES RESSOURCES FINANCIÈRES ET DES CIBLES DE RÉSULTATS

La répartition des ressources financières et des cibles de résultats est principalement définie par trois paramètres qui établissent le poids relatif de chaque centre local d'emploi de la région. Ces paramètres déterminent, par territoire, la proportion du nombre de personnes sans emploi et sans contraintes à l'emploi ainsi que la proportion du nombre de personnes en emploi.

Pour l'exercice 2010-2011, le budget initial, puisé dans le *Fonds de développement du marché du travail (FDMT)*, sera principalement distribué dans les centres locaux d'emploi selon les poids relatifs suivants :

Centres locaux d'emploi	Prestataires de l'assurance-emploi <sup>1</sup>			Prestataires de l'aide sociale <sup>2</sup>			Travailleurs en emploi <sup>3</sup>			Poids relatif du CLE
	#	%	/ (40 %)	#	%	/ (40 %)	#	%	/ (20 %)	
<b>Avignon</b>	2 200	15,0 %	6,0 %	289	15,3 %	6,1 %	5 156	16,2 %	3,2 %	15,4 %
<b>Bonaventure</b>	2 554	17,4 %	7,0 %	325	17,3 %	6,9 %	6 161	19,4 %	3,9 %	17,8 %
<b>La Côte-de-Gaspé</b>	2 515	17,2 %	6,9 %	250	13,3 %	5,3 %	6 835	21,5 %	4,3 %	16,5 %
<b>La Haute-Gaspésie</b>	1 571	10,7 %	4,3 %	405	21,5 %	8,6 %	3 703	11,6 %	2,3 %	15,2 %
<b>Les Îles-de-la-Madeleine</b>	2 858	19,5 %	7,8 %	61	3,2 %	1,3 %	4 727	14,9 %	3,0 %	12,1 %
<b>Le Rocher-Percé</b>	2 945	20,1 %	8,0 %	553	29,4 %	11,7 %	5 219	16,4 %	3,3 %	23,1 %
<b>TOTAL</b>	<b>14 643</b>	<b>100,0 %</b>	<b>40,0 %</b>	<b>1 883</b>	<b>100,0 %</b>	<b>40,0 %</b>	<b>31 801</b>	<b>100,0 %</b>	<b>20,0 %</b>	<b>100,0 %</b>

Sources :

- 1- Statistique Canada, Division de la statistique du travail, Prestataires de l'assurance-emploi n'ayant déclaré aucun revenu durant la période de référence, moyenne de janvier 2009 à décembre 2009.
- 2- Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, Statistiques mensuelles sur les prestataires de l'aide financière de dernier recours, moyenne de janvier 2009 à décembre 2009, clientèle sans contraintes à l'emploi.
- 3- Institut de la statistique du Québec et ministère du Revenu du Québec, Compilation et traitement : Institut de la statistique du Québec, Service des statistiques sectorielles et du développement durable, données provisoires de 2008.

Ces paramètres de répartition des ressources déterminent également le budget de fonctionnement attribué à chaque entité administrative de la région pour assumer la rémunération du personnel et les autres frais d'opération. Par ailleurs, le budget d'intervention tient compte des besoins financiers supplémentaires reliés aux objectifs additionnels du Pacte pour l'emploi et du Pacte pour l'emploi Plus.

## **IX. CONCLUSION**

---

Le Plan d'action régional 2010-2011 démontre que le Conseil régional des partenaires du marché du travail de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine a retenu des moyens adaptés aux réalités régionales pour livrer des mesures et des services adéquats en matière de services publics d'emploi et de solidarité sociale dans la région. De plus, la mise en place d'offre de service intégrée et orientée vers d'emploi est un atout pour mieux desservir la clientèle et obtenir des meilleurs résultats en réduisant les obstacles au développement des individus et des entreprises.

Compte tenu de la reprise économique, Emploi-Québec Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine continuera d'effectuer une veille active du marché du travail et de mettre tous ses moyens en œuvre pour supporter davantage les individus, les entreprises et les travailleurs de la région.

## ANNEXES

- A. Lexique
- B. L'organigramme d'Emploi-Québec Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine
- C. Liste des membres du Conseil régional des partenaires du marché du travail Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine
- D. Liste des professions affichant des perspectives professionnelles très favorables ou favorables dans la région (Horizon 2013)
- E. Liste des professions et métiers en demande dans la région à l'été 2010

# A

## LEXIQUE

### CLF

Le centre local d'emploi

### CRPMT

Le Conseil régional des partenaires du marché du travail

### CPMT

La Commission des partenaires du marché du travail

### EQ

Emploi-Québec

### MESS

Le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale

### MRC

La Municipalité régionale de comté

### Programme d'assistance sociale

Cette appellation regroupe le Programme d'aide sociale, le Programme de solidarité sociale et le Programme alternative jeunesse.

### Programme d'aide financière de dernier recours

Cette appellation regroupe le Programme d'aide sociale et le Programme de solidarité sociale

### Programme de solidarité sociale

L'appellation de la clientèle de ce programme est les prestataires de la solidarité sociale, donc ceux et celles dites avec des « contraintes sévères » à l'emploi.

### Programme d'aide sociale

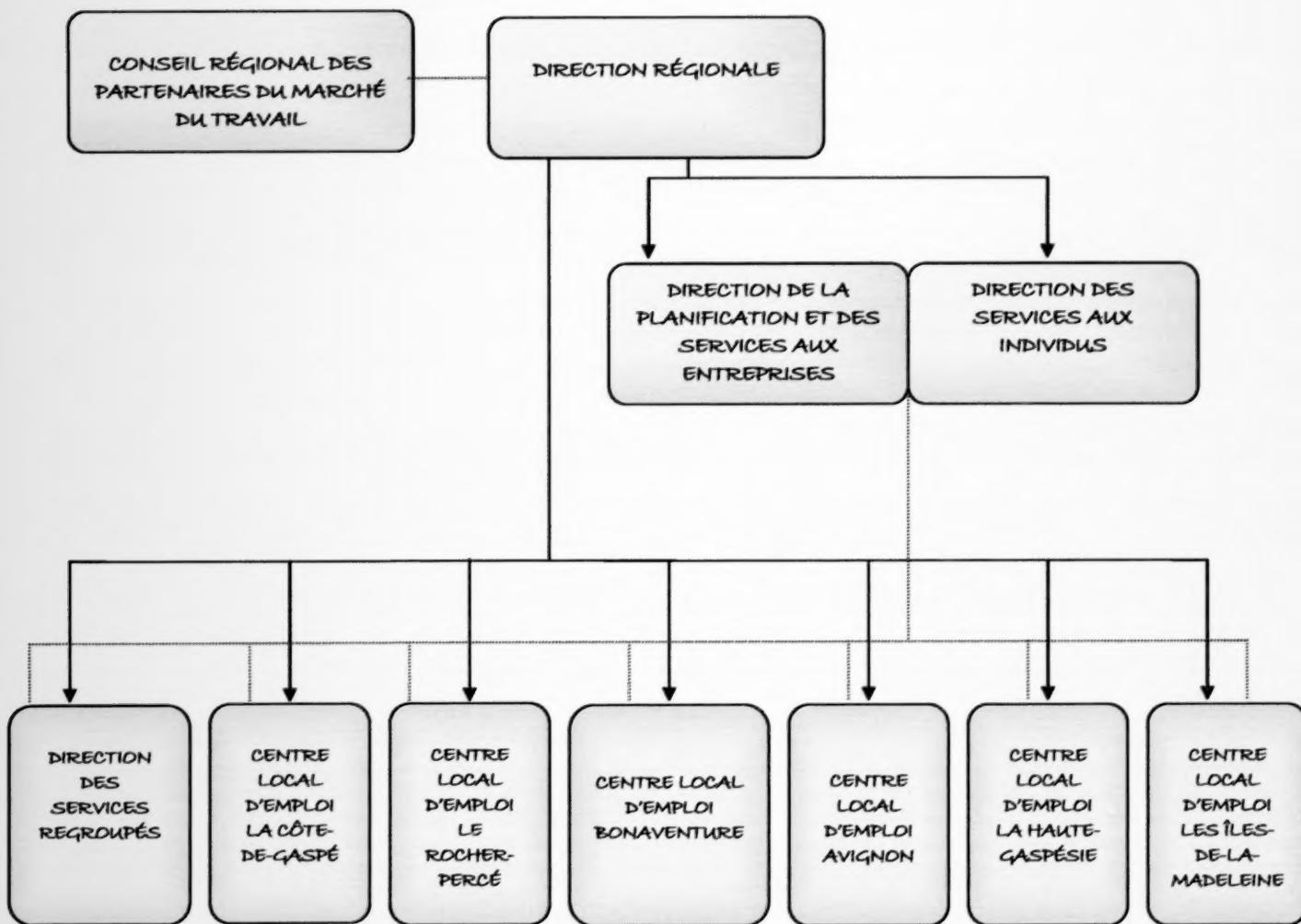
L'appellation de la clientèle de ce programme est les prestataires de l'aide sociale, donc ceux et celles dites « sans contraintes » à l'emploi ou avec des « contraintes temporaires » à l'emploi.

### SCIAN

Le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord

B

## L'ORGANIGRAMME D'EMPLOI-QUÉBEC GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE



# C

## LISTE DES MEMBRES DU CONSEIL RÉGIONAL DES PARTENAIRES DU MARCHÉ DU TRAVAIL GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE

### Membres représentant la main-d'œuvre

Gérard Audet	Syndicat canadien des Communications, de l'Énergie et du Papier (New Richmond)
Anatole Chiasson (Vice-président)	Conseil central Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine
Nicole Lapointe	UPA Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine
Roger O'Connor	Syndicat des Employé-e-s de Métiers d'Hydro-Québec

### Membres représentant les entreprises

Gina Pelletier	C.H. Baie-des-Chaleurs
Michael Harrisson (Vice-président)	Les Habitations Mont-Carleton
Gino Thorne	Boulangerie régionale des Îles
Rollande A. Comeau	Manoir Belle Plage
Éric Gagné	Menu-mer Ltée

### Membres représentant les organismes communautaires et le milieu de la formation

Gaston Roy	Les ateliers Actibec 2000 inc.
Jocelyn Valade	Commission scolaire René-Lévesque
Sylvain Vachon	Groupe Collégia-Secteur Gaspésie/Les îles
Jacques Veillette (Président)	Commission scolaire René-Lévesque

### Représentants ministériels (sans droit de vote)

Marc Groleau (Secrétaire)	Emploi-Québec Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine
Gérard Bédard	Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport
Roger Cyr	Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation
Michel Gionest	Ministère des Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire
Yvon Doyle	Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles

# D

## L I S T E   D E S   P R O F E S S I O N S   A F F I C H A N T   D E S   P E R S P E C T I V E S P R O F E S S I O N N E L L E S   T R È S   F A V O R A B L E S   O U   F A V O R A B L E S   D A N S   L A   R É G I O N (HORIZON 2013)

Niveau de compétence <sup>7</sup>	CNP	Titre de la profession
Gestion	0414	Autres gestionnaires de la fonction publique
	0611	Directeurs/directrices des ventes, du marketing et de la publicité
	0621	Directeurs/directrices - commerce de détail
	1111	Vérificateurs/vérificatrices et comptables
	1114	Autres agents financiers/agentes financières
	1121	Spécialistes des ressources humaines
	1122	Professionnels/professionnelles des services aux entreprises de gestion
	3111	Médecins spécialistes
	3131	Pharmaciens/pharmacienne
	3142	Physiothérapeutes
Professionnel	3143	Ergothérapeutes
	3151	Infirmiers/infirmières en chef et superviseurs/superviseures
	3152	Infirmiers autorisés/infirmières autorisées
	4112	Avocats/avocates (partout au Canada) et notaires (au Québec)
	4131	Enseignants/enseignantes au niveau collégial et dans les écoles de formation professionnelle
	4141	Enseignants/enseignantes au niveau secondaire
	4151	Psychologues
	4152	Travailleurs sociaux/ travailleuses sociales
	4153	Conseillers familiaux/conseillères familiales, conseillers matrimoniaux/conseillères matrimoniales et personnel assimilé
	4163	Agents/agentes de développement économique, chercheuses et experts-conseils/expertes-conseils en marketing
	4164	Agents/agentes de programmes, chercheuses et experts-conseils/expertes-conseils en politiques sociales
	4165	Agents/agentes de programmes, chercheuses et experts-conseils/expertes-conseils en politiques de la santé
	4166	Agents/agentes de programmes, chercheuses et experts-conseils/expertes-conseils en politiques de l'enseignement
	5124	Professionnels/professionnelles des relations publiques et des communications
Intermédiaire	3112	Omnipraticiens/omnipraticiennes et médecins en médecine familiale
	3411	Assistants/assistantes dentaires
	3414	Autre personnel de soutien des services de santé
	6411	Représentants/représentantes des ventes non techniques - commerce de gros
	6462	Agents/agentes de services correctionnels
	6482	Esthéticiens/esthéticiennes, électrolystes et personnel assimilé
	1221	Agents/agentes d'administration
Technique	1222	Adjoints/adjointes de direction
	2241	Technologues et techniciens/techniciennes en génie électronique et électrique
	2242	Électroniciens/électroniciennes d'entretien (biens de consommation)
	3212	Techniciens/techniciennes de laboratoire médical
	3215	Technologues en radiation médicale
	3234	Ambulanciers/ambulancières et autre personnel paramédical
	4212	Travailleurs/travailleur des services communautaires et sociaux
	4215	Éducateurs spécialisés/ éducatrices spécialisées
	5241	Designers graphiques et illustrateurs/illustratrices
	6231	Agents/agentes et courtiers/courrières d'assurance
	6261	Policiers/policières (sauf cadres supérieurs)
	7244	Monteurs/monteuses de lignes électriques et de câbles
	7246	Installateurs/installatrices et réparateurs/réparatrices de matériel de télécommunications

Source : Emploi-Québec, Perspectives professionnelles 2008-2013

<sup>7</sup> Définitions des niveaux de compétences : <http://www.cetech.gouv.qc.ca/lexique/index.asp?lettre=n>

# E

## LISTE DES PROFESSIONS ET MÉTIERS EN DEMANDE DANS LA RÉGION À L'ÉTÉ 2010

CNP	Titre de la profession
0621	Directeurs/directrices - commerce de détail
1111	Vérificateurs/vérificatrices et comptables
1221	Agents/agentes d'administration
1241	Secrétaires (sauf domaines juridique et médical)
1411	Commis de bureau généraux/ commis de bureau générales
1414	Réceptionnistes et standardistes
1431	Commis à la comptabilité et personnel assimilé
1433	Représentants/représentantes au service à la clientèle - services financiers
1453	Commis aux services à la clientèle, commis à l'information et personnel assimilé
2131	Ingénieurs civils/ ingénieries civiles
2174	Programmeurs/programmeuses et développeuses/développeuses en médias interactifs
2231	Technologues et techniciens/techniciennes en génie civil
2241	Technologues et techniciens/techniciennes en génie électronique et électrique
2243	Techniciens/techniciennes et mécaniciens/mécaniciennes d'instruments industriels
3111	Médecins spécialistes
3112	Omnipraticiens/omnipraticiennes et médecins en médecine familiale
3131	Pharmacien/pharmacienne
3141	Audiologistes et orthophonistes
3142	Physiothérapeutes
3143	Ergothérapeutes
3152	Infirmiers autorisés/infirmières autorisées
3222	Hygiénistes et thérapeutes dentaires
3233	Infirmiers auxiliaires/infirmières auxiliaires
3234	Ambulanciers/ambulancières et autre personnel paramédical
3413	Aides-infirmiers/aides-infirmières, aides-soignants/aides-soignantes et préposés/préposées aux bénéficiaires
4152	Travailleurs sociaux/ travailleuses sociales
4163	Agents/agentes de développement économique, recherchistes et experts-conseils/expertes-conseils en marketing
4212	Travailleurs/travailleur des services communautaires et sociaux
4214	Éducateurs/éducatrices et aides-éducateurs/aides-éducatrices de la petite enfance
4215	Éducateurs spécialisés/ éducatrices spécialisées
6242	Cuisiniers/cuisinières
6411	Représentants/représentantes des ventes non techniques - commerce de gros
6421	Vendeurs/vendeuses et commis-vendeurs/commis-vendeuses - commerce de détail
6453	Serveurs/serveuses d'aliments et de boissons
6471	Aides familiaux/aides familiales, aides de maintien à domicile et personnel assimilé
6611	Caissiers/caissières
6622	Commis d'épicerie et autres garnisseurs/garnisseuses de tablettes - commerce de détail
6641	Serveurs/serveuses au comptoir, aides de cuisine et personnel assimilé
6661	Préposés/préposées à l'entretien ménager et au nettoyage - travaux légers
7241	Électriciens/électriciennes (sauf électriciens industriels/électriciennes industrielles et de réseaux électriques)
7243	Électriciens/électriciennes de réseaux électriques
7251	Plombiers/plombières
7264	Monteurs/monteuses de charpentes métalliques
7265	Soudeurs/soudeuses et opérateurs/opératrices de machines à souder et à braser
7311	Mécaniciens/mécaniciennes de chantier et mécaniciens industriels/mécaniciennes industrielles (sauf l'industrie du textile)
7312	Mécaniciens/mécaniciennes d'équipement lourd
7321	Mécaniciens/mécaniciennes et réparateurs/réparatrices de véhicules automobiles, de camions et d'autobus
8611	Manoeuvres à la récolte
9617	Manoeuvres dans la transformation des aliments, des boissons et du tabac

Source : Emploi-Québec, Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine

